

BILLET DES SOCIALISTES DE LA COMMISSION DES FINANCES



NOTATION DE LA FRANCE : UNE SANCTION SYMBOLIQUE, UN DÉSAVEU DE LA POLITIQUE D'EMMANUEL MACRON

La France vient une nouvelle fois d'être notée par une agence de manière négative. En l'espèce, Morningstar DBRS a abaissé la tendance de la note de crédit de la France de stable à négative, tout en confirmant cependant sa notation à AA (élevé).

Disons-le, cette perspective négative, *a fortiori* délivrée par une agence que l'on pourrait qualifier de second rang, n'aura pas un impact énorme sur l'économie française. Elle est cependant intéressante à bien des égards.

Tout d'abord, elle rappelle la fragilité des critiques formulées par le Gouvernement à l'encontre de la gestion des collectivités territoriales qui est éminemment plus saine que celle de l'État.

En deuxième lieu, elle témoigne de la solidité de la gestion de la dette à la française. Il ne s'agit pas d'un compliment ou d'un bon point pour le Gouvernement, mais de la reconnaissance de la qualité du travail quotidien réalisé par le Trésor, qui nous permet, de l'aveu même de l'agence de notation, d'alléger la contrainte qui pèse sur notre économie.

Troisième élément : plus personne ne croit aux trajectoires de consolidation des comptes publics qui sont annoncées, ni à la capacité de ce gouvernement instable à porter des réformes ambitieuses et justes.

Enfin, disons-le sans ambages, l'ensemble des récentes notations de la France témoignent en réalité de l'impasse budgétaire et économique dans laquelle se sont enfermés les gouvernements d'Emmanuel Macron qui ne parviennent pas à équilibrer les comptes de la Nation. En ayant coupé excessivement dans les recettes fiscales, la France s'est condamnée aux déséquilibres budgétaires et à une impuissance de l'action publique d'autant plus conséquente que les taux d'intérêt et la charge de la dette sont élevés.

Face à cela, le groupe socialiste a établi de longue date des propositions de réarmement de notre fiscalité, dans la justice sociale, ainsi que de meilleurs contrôles des aides publiques. Chaque jour qui passe est un jour perdu pour les mettre en œuvre.

Rémi Féraud, sénateur de Paris